

Kinshasa multiplie les coups de griffe à la liberté d'expression

RD CONGO Sur le plan politique, la nomination du nouveau Premier ministre, Vital Kamerhe, a été reportée

ÉCLAIRAGE

Le « crime » du journaliste Gaston Mushid, directeur de la radio-télé Manika de Kolwezi, l'un des professionnels les plus respectés du Katanga et auquel le réalisateur Idriss Gabel vient de consacrer un documentaire, était simple : à l'issue d'un match de football, il avait interviewé par téléphone le président de l'équipe gagnante, le Tout-Puissant Mazembe, qui n'était autre que Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga. Devenu la bête noire du régime, le riche homme d'affaires est visé par un mandat d'arrêt pour une affaire immobilière qui l'empêche de rentrer au pays. Interpellé puis détenu par les services de renseignements (ANR), Gaston Mushid a finalement été remis en liberté sans conditions en même temps que Karton Kasong, directeur des programmes de la radio-télévision Manika. Les deux journalistes ont déclaré avoir été « menacés verbalement » et avoir reçu l'ordre de ne plus diffuser d'interview de l'opposant Moïse Katumbi sur leur radio.

Par ailleurs, le brouillage des signaux de l'antenne de Radio Okapi, la radio de la Minsuco – Mission des Nations unies en RDC – et de Radio France internationale, deux radios très écoutées

à travers tout le pays, continue à susciter une volée de critiques, d'une fermeté inhabituelle : l'ambassade américaine à Kinshasa a publié un communiqué assurant que « les Etats-Unis sont

fortement préoccupés par les restrictions continues aux libertés de rassemblement et des médias ». Les Etats-Unis assurent ainsi partager les inquiétudes déjà exprimées la semaine précédente par trois rapporteurs spéciaux de l'ONU et par la Monusco elle-même,

qui avait regretté l'interdiction de la manifestation prévue pour samedi dernier.

Le communiqué, en termes inhabituellement graves, assure que les Etats-Unis demeurent préoccupés par le risque de violences et d'agitation sociale alors que le président Kabila arrive à la fin de son deuxième mandat et il souligne la nécessité d'un accord élargi, exigence partagée par l'Union européenne et par la Belgique.

Alors que le dialogue entre le pouvoir et une partie de l'opposition s'est terminé le 18 octobre dernier, la nécessité de l'élargir à d'autres forces d'opposition, de le rendre plus inclusif, explique le retard intervenu dans la nomination d'un Premier ministre issu de l'opposition, dispositif principal de l'accord qui avait été conclu sous la houlette du médiateur Edem Kodjo. Alors que l'on s'attendait à ce que le président de l'UNC – Union pour la nation congolaise –, Vital Kamerhe, remplace cette semaine encore le Premier ministre sortant Matata Ponyo, les chefs des différentes délégations ont annoncé un retard d'une semaine. Sans s'étendre sur les raisons profondes du délai, Vital Kamerhe a déclaré que « six jours de patience supplémentaires » n'entraîneraient guère l'objectif de rechercher plus d'inclusivité et d'assurer des élections apaisées.

Le communiqué américain, en termes inhabituellement graves, assure que les Etats-Unis demeurent préoccupés par le risque de violences et d'agitation sociale

En fait, le retard s'explique probablement par une nouvelle médiation qui vient de démarrer : à la demande du président Kabila, les évêques catho-

liques ont entamé une mission de bons offices auprès du « Rassemblement de l'opposition » constitué autour de la figure historique d'Etienne Tshisekedi. D'après un document de synthèse qui serait en voie d'élaboration, le compromis envisagé porterait sur la durée de la période transitoire : si les élections étaient organisées en 2017 et non en 2018 comme initialement proposé, le « glissement » si controversé serait fortement limité dans le temps. ■

COLETTE BRAECKMAN

TENSIONS DANS L'EST

Explosion à Goma

Une fillette a été tuée, 31 Casques bleus indiens et un civil blessés mardi à Goma dans l'est de la République démocratique du Congo, par une explosion sans doute d'origine criminelle. Selon un porte-parole de la Mission de l'ONU dans la pays (Monusco), Bilamekaso Tchagbele, l'explosion a eu lieu au passage de Casques bleus indiens qui faisaient du sport. Sur place, un groupe d'enfants a montré aux journalistes une dizaine de boulons tordus et des petites billes de métal, laissant penser que l'explosion a pu provenir d'un engin artisanal. M. Tchagbele a annoncé l'ouverture d'une enquête préliminaire.

La Monusco, qui déploie près de 20.000 militaires et policiers, est présente en RDC depuis 1999. Le mandat des Casques bleus a été considérablement renforcé au fil des années. Depuis 2013, ils ont pour mission de neutraliser les groupes armés nationaux et étrangers qui sévissent dans l'est de la RDC et sont autorisés à recourir à la force de manière offensive. (afp)